



Le prix de l'inégalité

de Joseph Stiglitz

Manon MAJESTÉ, Maxime VIALA
Jérôme BREZILLON, Francis LARA



Cette oeuvre, création, site ou texte est sous licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.
Pour accéder à une copie de cette licence, merci de vous rendre à l'adresse suivante <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/> ou envoyez un courrier à Creative Commons, 444 Castro Street, Suite 900, Mountain View, California, 94041, USA.

Le prix de l'inégalité,
par J. STIGLITZ

« J'ai écrit cet essai pour vous. (...)

***Vous qui constatez que le débat sur l'égalité
a laissé la place au débat sur l'identité... »***

Gilles Finchelstein, Piège d'identité

Après *Le Capital au 21ème siècle* de Thomas Piketty, nous continuons sur le thème des inégalités à travers la présentation d'un ouvrage de Joseph Stiglitz : *Le prix de l'inégalité*.

Ignorer leur évolution est comme mettre un voile sur la violence de notre temps. Ne pas mettre au centre du débat la question des inégalités revient à procéder à une esquivé qui ne pourra éviter la fracture. La tension générée par leur accroissement est source de déstructuration de nos sociétés, elle est la métastase qui se propage. La République est frappée sans cesse, elle est aujourd'hui défigurée.

Dans cet ouvrage, Joseph Stiglitz construit le lien entre inégalités et inefficacités économiques, entre inégalités et délitement de la société. Il met en exergue l'influence des « 1% » les plus aisés dans la construction de la dynamique inégalitaire. Ces constats ne sont pas esquissés par vous et moi mais par un homme qui a reçu le « prix Nobel » d'économie en 2001, qui a été responsable du Council of Economic Advisers sous l'administration Clinton de 1995 à 1997 puis vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale jusqu'en 2000. Ce que l'on peut appeler un « homme du système », désormais en rupture. Le diagnostic de l'économie américaine et mondiale qu'il dresse en est d'autant plus crédible, la critique d'autant plus acide.

L'école de Chicago de Milton Friedman fut au cœur de l'offensive idéologique menée depuis les années 80, prônant un laisser-faire jusqu'au-boutiste. Pourra-t-on dire que les analyses de Joseph Stiglitz, chef de file des néo-keynésiens, auront été au départ de la contre-offensive culturelle qui amènera à plus de régulation ? Tout dépend de ce que chacun décidera d'en faire. Les prochaines décennies trancheront.

1. Une rupture qui s'accroît, une fracture qui se dessine

Les constats dressés par J. Stiglitz sur l'économie américaine vont dans le même sens que ceux de Thomas Piketty:

- Les 1% les plus fortunés détiennent 1/3 de la richesse des Etats-Unis.
- Le revenu moyen à temps plein aux Etats-Unis stagne depuis 30 ans.
- La rémunération des PDG américains a retrouvé dès 2010 le niveau d'avant la crise.
- Les 1% les plus fortunés ont accaparé 93% du supplément de revenu créé en 2010.

S'il faut préciser que les échelles d'analyse sont différentes, Stiglitz abordant la situation des Etats-Unis quand Piketty traite des tendances mondiales, on retrouve des dynamiques similaires. Les écarts se creusent donc au niveau planétaire, entre les pays, mais aussi au sein des Etats-Unis.

Le mouvement Occupy Wall Street s'est réuni, à partir du 17 septembre 2011, à proximité de Wall Street, New York, pour protester contre le pouvoir de la finance et contre les inégalités. Il a clairement ciblé les "1%" les plus riches face aux "99%" de la population. Après les "Indignés" de la Puerta del Sol de Madrid réunis, le 15 avril 2011, contre

Le prix de l'inégalité,
par J. STIGLITZ

l'austérité, après les révoltes de la faim qui se sont multipliées suite à l'explosion des prix agricoles, c'est donc au cœur du système financier américain que s'est exprimée la contestation.

Un cri lancé dans le vide ne fait pas toujours écho. En l'occurrence, il pointe les dérives d'un système et renvoie à la fois à l'évolution du coefficient de Gini (qui mesure le niveau des inégalités) et aux analyses d'un prix Nobel d'économie... quand les tripes et la raison s'accordent, parfois l'onde de choc se propage.

La situation se tend, irrémédiablement. Les classes moyennes sont frappées, inquiètent. La stabilité de nos sociétés est pour le moins interrogée. La question du développement de la précarité va jusqu'à s'inviter au rassemblement de l'été 2016 du groupe Bilderberg qui réunit une centaine de membres parmi les plus influents de la planète. Au programme : une conférence de l'économiste Guy Standing sur le « précaire et la classe moyenne ». Le « précaire » met en exergue la croissance de ceux qui se trouvent dans une situation de précarité, donc d'insécurité et d'incertitude.

En 2015, Guy Standing écrivait qu'au Canada, ceux qui sont touchés par le « précaire » représentaient 40% des adultes et mettaient en avant la déstructuration que cela engendrait : « les salariés perpétuellement à temps partiel, au salaire minimum, les travailleurs étrangers temporaires, le marché gris des services domestiques payés cash, les jeunes [Canadiens] qui n'auront jamais d'emploi sûr [stable], les travailleurs appauvris par la technique, dont le travail fragmenté n'a pas de lieu ni de fin, les seniors qui luttent avec des pensions en baisse, les peuples indigènes maintenus à l'écart, les mères célibataires isolées, les travailleurs à la tâche qui n'ont pas d'économie (...) ».

*Le prix de l'inégalité,
par J. STIGLITZ*

Joseph Stiglitz aborde le même sujet quand il met en exergue le délitement de la classe moyenne* américaine. Un délitement qui provoque une fracture profonde au cœur du système américain. Une fracture à même d'entraîner des déséquilibres qui auront des conséquences tant en matière d'efficacité économique que d'unité de la société. Pour J. Stiglitz, les deux facettes sont indissociables. Les crédits abusifs ont comblé, un temps, le fossé. Ils étaient une illusion, ils ont conduit à la crise. Nous sommes le jour d'après, on constate que la crise n'en était pas une, qu'elle a constitué un accélérateur du délitement et que la classe moyenne américaine est structurellement touchée.

** La définition de la « classe moyenne » mériterait des développements. Le terme étant régulièrement employé par l'auteur, nous avons choisi de le reprendre.*

2. Il est possible d'agir. Ode à un Etat régulateur...

C'est l'Etat qui choisit « ce qui relève de la concurrence loyale et ce qui est tenu pour anticoncurrentiel ou illégal, qui reçoit quoi en cas de faillite, lorsque le débiteur ne peut pas payer ce qu'il doit, quelles sont les pratiques frauduleuses et interdites ». C'est l'Etat qui décide du niveau de redistribution.

J. Stiglitz réhabilite le rôle de l'Etat. Un Etat régulateur, qui impulse, qui oriente. Si nous ne sommes ni dans une logique de recentralisation ni dans la réémergence d'un Etat omniprésent, l'Etat doit jouer son rôle de régulation. Stiglitz fait ainsi face à l'école de Chicago qui avait théorisé la non-intervention et l'avait érigée comme dogme. Dans de nombreux esprits, la théorie du ruissellement prédomine : laisser-faire, laisser-aller, les forces du marché bénéficieront à chacun, l'argent s'écoulera du sommet à la base, plus les riches s'enrichissent moins les pauvres seraient pauvres... Le constat de concentration, d'absorption de la richesse créée par ceux qui la détiennent déjà, fait tituber ce raisonnement qui pourtant agit toujours sur les perceptions de nombreux citoyens.

L'Etat peut, l'Etat a, par le passé, déjà fait. Faciliter l'accès à l'éducation et à l'enseignement supérieur, redistribuer les richesses notamment à travers une fiscalité qui vise juste, imposer davantage les successions et les plus-values, mettre en place des dispositifs comme la caisse de

Le prix de l'inégalité,
par J. STIGLITZ

retraite publique, le crédit d'impôt pour les travailleurs pauvres, la gratuité des cantines scolaires, les bons d'alimentation, les allocations logements... ces mesures influent fortement sur la baisse de la pauvreté.

Dans une interview au Monde portant sur son ouvrage *La grande fracture*, Joseph Stiglitz continue à tracer son sillon, à marteler son message : « (...) les inégalités ne sont pas une fatalité, elles sont le résultat de choix politiques. (...) Les pistes sont nombreuses : investir dans la recherche, l'éducation, les infrastructures, favoriser l'accès des américains à l'enseignement supérieur. »

Pour Gaël Brustier, cité dans L'Express, il faut « reparler du socle commun de la nation française : l'industrie, le mérite, l'alliance du régalien et du populaire avec un état protecteur et émancipateur. Et pour rassurer des classes populaires « insécurisées », il faut aussi remédier à la fracture de la santé et à celle de l'éducation, grandes sources d'inégalités dans les départements ruraux ». Si la question des fractures se pose avec force aux Etats-Unis, elles sont présentes dans de nombreux pays, le nôtre n'est évidemment pas épargné.

3. Des inégalités façonnées

Si l'Etat et la décision collective ont leur rôle à jouer, deux paramètres déterminants sont analysés par J. Stiglitz dans son ouvrage : la force de l'influence du « 1% » des plus riches et le fonctionnement actuel de la mondialisation.

Menace de délocalisations, libre circulation des capitaux... Stiglitz dénonce la volonté « des 1% » d'aspire les richesses produites et de peser en faveur de la construction d'une mondialisation asymétrique. Cela revient à dire qu'ils prônent des règles leur permettant de maintenir un rapport de force en leur faveur. Des règles rendant notamment plus complexe la mise en œuvre de politiques des États permettant de lutter avec force contre les inégalités. La libre circulation des capitaux sans limitation est un exemple symptomatique de leur démarche, la taxe dite Tobin visant à la régulation, une réponse à leur offensive.

Il s'agit bien de se doter de moyens pour encadrer les dérives face à un système d'influence longuement façonné. Thomas Piketty a mis en avant la dynamique inégalitaire, Joseph Stiglitz relève que celle-ci est portée par la recherche de la rente des plus puissants qui tendent à bâtir et maintenir une organisation à leur avantage : « C'est un système qui accorde un pouvoir hors norme à ceux d'en haut, et ils l'ont utilisé pour limiter l'ampleur de la redistribution, mais aussi pour modeler les règles du jeu en leur faveur et soutirer à la population de « gros » cadeaux ».

*Le prix de l'inégalité,
par J. STIGLITZ*

Mise en place de « crédit prédateur », système fiscal permettant d'acquérir et de conserver sa richesse... la panoplie est large et l'action de l'État ne la remet pas en cause... cela amène, comme le pointe J. Stiglitz, à ce que les individus les plus fortunés soient plutôt des « génies des affaires » que des créateurs ou ceux qui ont réussi à mettre en place des monopoles durables... On retrouve dans l'expression qu'il utilise : « l'oligarchie héréditaire », le sens de l'expression chère à Thomas Piketty : « le passé dévore l'avenir ».

Cette situation conduit à déstructurer nos économies mais aussi à remettre en cause l'exemplarité de nos modèles : « Le degré auquel l'économie et la politique mondiales évolueront en harmonie avec nos valeurs et nos intérêts dépendra largement du degré auquel notre système économique et politique œuvrera en faveur de la plupart des citoyens. En un temps où les démocraties grandissent dans de nombreuses régions du monde, un système économique et politique qui abandonne la plupart de ses citoyens – comme le nôtre – ne fera pas figure de modèle à imiter, et les règles du jeu préconisées par un pays de ce genre seront perçues négativement ».

Une autre façon de gérer la mondialisation est possible, mais elle suppose une mondialisation « avec entraves ». Il s'agit bien là d'ériger des propositions face à ceux qui façonnent et profitent d'un modèle générant rentes et croissance des inégalités.

4. La nécessité de la réappropriation

Si le chemin est complexe, si les entraves sont nombreuses, si des murs se dressent, la prise de conscience des dynamiques en place, l'analyse des rapports de force existants, constituent une première étape déterminante pour qui refuse de baisser les bras.

Le monde d'aujourd'hui a été en partie façonné par les offensives culturelles des décennies passées. L'école de Chicago, relayée par les Thatcher et Reagan de tous les continents, a pesé sur la marche du monde... il s'agit bien d'une construction politique, de choix, face auxquels il s'agit donc de bâtir une offensive intellectuelle et politique cohérente.

Cela passe par le choix de la réappropriation.

La prise de conscience que le monde tel qu'il est ne s'est pas construit « naturellement » mais résulte d'offensives menées, conduit à penser la contre-offensive. C'est une première étape décisive.

La perte de pouvoir de la décision collective, à travers la réduction des marges de manœuvre étatiques face aux marchés, ne libère pas les individus, elle réduit nos libertés et génère un sentiment de dessaisissement de ce que nous sommes. De fait, elle remet en cause les fondements de la République. Les choix démocratiques doivent avoir de la portée, avoir un effet concret, avoir prise sur le système. Redonner

*Le prix de l'inégalité,
par J. STIGLITZ*

sens à la décision commune, c'est redonner du sens à la politique, au cadre Républicain. L'Europe a, dans ce cadre, un rôle déterminant à jouer.

Il s'agit donc de reprendre l'initiative...

Dans la note jointe, nous reprenons une série de propositions de Joseph Stiglitz. Il est toutefois important de souligner qu'elles ne pourront se réaliser qu'après une profonde prise de conscience des équilibres, rapports de force, et du fait que « oui, c'est possible ».



Il s'agit de faire vivre le débat, de proposer des grilles de lecture, de saisir les lames de fond en mouvement, de penser les évolutions du monde d'aujourd'hui et d'en tirer toutes les conséquences

pour édifier celui de demain.

Nous avons des sensibilités multiples et la volonté de créer passerelles et espaces communs pour apporter notre modeste contribution face aux enjeux du 21^{ème} siècle naissant.

<http://terranova91.fr>



terranova_91